

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 03574

Numéro SIREN : 898 303 573

Nom ou dénomination : OAK

Ce dépôt a été enregistré le 16/04/2021 sous le numéro de dépôt A2021/014067

# CARPA Rhône-Alpes

Caisse des Règlements Pécuniaires des Avocats Rhône-Alpes

Association loi 1901 Déclarée en Préfecture du Rhône le 05/12/13 RNA W° 691 084 694 publiée au J.O. le 21/12/13

ALBERS & ALBERT  
Maître DECOBECQ  
Avocat  
Lyon  
Toque 1170

JFC / AD

Objet : ATTESTATION RUBRIQUE CAPITAL  
N/Réf. : ATTEST05/04  
Code affaire : RC210406 / 210 026 013  
Affaire : SAS OAK

Constitution de Société.

## Certificat de dépôt de fonds

Nous, Caisse des Règlements Pécuniaires des Avocats Rhône-Alpes, agissant en qualité de dépositaire des fonds et sur présentation de la liste des souscripteurs,

Attestons avoir reçu, le 09 avril 2021, la somme de 5 000 (cinq mille) euros pour le compte de la Société par actions simplifiée en cours de formation dénommée OAK.

Cette somme correspond à la libération de la totalité de la souscription suivante :

- Virement de 5 000 euros au nom de EICHHOLTZER David correspondant à 5 000 actions

Total : 5 000 euros

La somme de 5 000 euros est portée sur le compte de la BPAURA.

Pour faire et valoir ce que de droit.

Fait à Lyon, le 12 avril 2021, en deux originaux.

Joëlle FOREST-CHALVIN  
Présidente





**AMBIAUX AUDIT**  
*Commissariat aux Comptes*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS**

-----

**OAK**

**43 CHEMIN DE LA SAUVEGARDE**

**69130 ECULLY**

11-13 rue des Emeraudes - 69006 LYON  
Tél. 04 37 37 86 90 - Fax. 04 78 58 74 71 - Email : [contact@ambiaux.fr](mailto:contact@ambiaux.fr)

---

SAS au capital de 1 000 € inscrite à la Compagnie des Commissaires aux comptes de Lyon  
RCS LYON 802 512 707 - APE 6920 Z

Monsieur,

En exécution de la mission, qui nous a été confiée par décision de l'associé unique de la société OAK en date du 09 Avril 2021, concernant l'apport en nature des titres L'AGENCE WAM devant être effectué par Monsieur David EICHHOLTZER dans le cadre de la création de la société OAK en cours de constitution, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L 223-9 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet de traité d'apport de titres transmis le 09 avril 2021. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des titres à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Notre rapport est établi selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports.
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports.
3. Conclusion.

## 1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

### 1.1. CONTEXTE GENERAL ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

Le présent apport de titres est envisagé par Monsieur David EICHHOLTZER, lors de la création de la société OAK.

### 1.2. PRESENTATION DES SOCIETES ET DES PARTIES EN PRESENCE

#### 1.2.1. *Personne Physique apporteuse*

- **Monsieur David EICHHOLTZER**, né le 7 juin 1977 à MULHOUSE (68), marié le 1er octobre 2016 à LYON (69) avec Madame Géraldine EICHHOLTZER-BORNAND, née BORNAND-RITTER le 5 novembre 1972, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat de mariage établi le 12 septembre 2016 par Maître Yves TOUZET, notaire à LYON (69006) 139 Rue Vendôme, demeurant à ECULLY (69130), 43 Chemin de la Sauvegarde

### 1.2.2. Société bénéficiaire OAK

Conformément au projet de traité d'apport et au projet de statuts constitutifs, il est prévu que le capital de la société OAK soit d'apports en nature et d'apports en numéraire.

Concernant l'apport en nature, celui-ci sera constitué de la manière suivante :

- apport de 100 000 actions de la société **L'AGENCE WAM**

### 1.2.3. L'AGENCE WAM dont les titres sont apportés

La société **L'AGENCE WAM** est une société par Actions simplifiées dont le siège social est sis 11 bis Quai Perrache 69002 LYON, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 881 239 206.

Son capital social s'élève à 1000 000 euros et est divisé en 100 000 actions.

La société **L'AGENCE WAM** a pour objet, en France et à l'étranger :

- La prise de tous intérêts et participations par tous moyens, apports, souscriptions, achats d'actions, d'obligations et de tous droits sociaux, affaires ou entreprises.
- La gestion de tous titres de participations.
- La prestation de service auprès des entreprises industrielles et commerciales et notamment les prestations d'ordre financier, commercial, juridique, de gestion ou autres.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

## 1.3. DESCRIPTION DE L'OPERATION

Les modalités de réalisation des apports sont exposées, de façon détaillée dans le projet de traité d'apport de titres.

Elles peuvent se résumer comme suit.

### 1.3.1. Caractéristiques de l'apport

L'apport sera réalisé à la date de la signature définitive de la signature des statuts de la société bénéficiaire, .

Il est effectué sous le régime juridique de droit commun des apports en nature.

### 1.3.2. Aspects fiscaux

Conformément aux dispositions des articles 150-0 B et 150-0 D du Code Général des Impôts, la plus-value dégagée à l'occasion d'un apport de titres bénéficie d'un régime de sursis d'imposition jusqu'au moment où s'opérera la cession, le rachat, le remboursement ou l'annulation des titres attribués lors de l'échange. La plus-value réalisée lors de l'un de ces événements sera calculée à partir de la valeur d'acquisition des titres apportés.

Toutefois, lorsque l'apport de titres est réalisé par une personne physique au profit d'une société dont elle détient le contrôle, le régime de sursis prévu à l'article susvisé ne s'applique pas mais est remplacé par un **régime de report d'imposition conformément aux dispositions de l'article 150-0 B ter du Code général des impôts**. Dans ce cas, l'imposition de la plus-value dégagée à l'occasion de l'Apport des Titres Apportés est reportée :

- jusqu'à la cession à titre onéreux, le rachat, le remboursement ou l'annulation :
  - o des Parts Attribuées reçues par le contribuable lors de l'Apport. Toutefois, le report d'imposition est maintenu lorsque les titres reçus en rémunération de l'apport font l'objet d'une nouvelle opération d'apport ou d'échange ouvrant droit au mécanisme du report d'imposition (article 150-0 B ter du CGI) ou du sursis d'imposition (article 150-0 B du CGI) ;

- et/ou des Titres Apportés à la Société Bénéficiaire dans un délai de trois (3) ans à compter de l'Apport, sauf si cette société réinvestit, dans un délai de deux (2) ans à compter de la cession desdits titres, au moins 60 % du produit de leur cession dans une activité économique (c'est-à-dire (i) dans le financement d'une activité commerciale, artisanale, libérale, agricole ou financière à l'exception de la gestion d'un patrimoine mobilier ou immobilier, (ii) dans l'acquisition d'une fraction du capital d'une société exerçant une telle activité et qui a pour effet de lui en conférer le contrôle, ou (iii) dans la souscription en numéraire au capital initial ou à l'augmentation de capital d'une ou plusieurs sociétés exerçant une telle activité (iv) Ou dans la souscription de parts ou actions de fonds communs de placement à risques, de fonds professionnels de capital investissement, de sociétés de libre partenariat ou de sociétés de capital-risque tels que définis aux termes de l'article 150-0 B ter) ;

- jusqu'à la donation des Parts Attribuées reçues lors de l'Apport, lorsque le donataire contrôle la Société Bénéficiaire de l'Apport et lorsque :
  - o les Parts Attribuées reçues en contrepartie de l'Apport sont cédées, apportées, remboursées ou annulées dans un délai de cinq (5) ans à compter de la donation. Ce délai est porté à dix (10) ans en cas d'investissement réalisé par la souscription de parts ou actions de fonds communs de placement à risques, de fonds professionnels de capital investissement, de sociétés de libre partenariat ou de sociétés de capital-risque ;

- la Société Bénéficiaire de l'Apport cède les Titres Apportés dans les trois (3) ans à compter de l'Apport sans procéder à un réinvestissement économique du produit de la cession tel qu'énoncé ci-dessus.

Dans ces deux dernières situations, la plus-value en report est imposée au nom du donataire.

### 1.3.3 Conditions suspensives

L'évaluation définitive des titres de l'opération d'apport sera subordonnée à :

- La signature des statuts de création de la société OAK

### 1.3.4 Rémunération des apports

En rémunération des apports, il sera attribué à :

- Monsieur David EICHHOLTZER : 2 592 000 parts nouvelles de 1€ de valeur nominale chacune,

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

## 1.4. PRESENTATION DE L'APPORT

### 1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC). Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties à l'issue d'une analyse multicritère.

### 1.4.2. Description des apports

Apport de la part de Monsieur David EICHHOLTZER de 100 000 actions parts en pleine propriété de la société **L'AGENCE WAM** pour 2 592 000 euros.

## 2. APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

### 2.1. DILIGENCES MISES EN ŒUVRE PAR LE COMMISSAIRE AUX APPORTS

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'éclairer les associés de la société **OAK** sur la valeur des apports devant être effectués par Monsieur David EICHHOLTZER.

Nous avons notamment :

- Echangé avec les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport de titre ;
- Vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant par la lettre d'affirmation ;
- Consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- Pris connaissance des comptes des sociétés concernées au regard des informations financières postérieures à la dernière clôture comptable ;

- Examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties ;

Enfin, nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part des apporteurs de titres, nous confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant grever la consistance des capitaux propres en date du 11 Avril 2021.

## 2.1. APPRECIATION DE LA METHODE DE VALORISATION DE L'APPORT ET DE SA CONFORMITE A LA REGLEMENTATION COMPTABLE

Aux termes du projet de traité d'apport de titre, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des titres évoqués ci-dessus en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de notre part.

## 2.2. REALITE DE L'APPORT

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété des titres apportés par Monsieur David EICHHOLTZER, objet du présent apport.

## 2.3. APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

### 2.3.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

L'apport porte sur des valeurs suivantes :

- 100 000 titres en pleine propriété de la société **L'AGENCE WAM**,

### 2.3.2. Détermination de la valeur des apports par les parties

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant des approches d'évaluation fondées sur la valorisation des titres de la société **L'AGENCE WAM**.

### 2.3.3. Valorisation des titres apportés

Pour apprécier la valeur de l'apport, nous avons mis en œuvre une évaluation de la valeur des titres.

#### 2.3.3.1. Méthodes d'évaluation retenues

##### *Actif net comptable réévalué*

La société **L'AGENCE WAM** détient des actifs pouvant faire l'objet de réévaluation notamment sur les titres de participations. Dès lors, la méthode d'évaluation fondée sur l'approche de l'actif net réévalué trouve à s'appliquer de façon pertinente.

### *Multiple de l'EBITDA*

Cette méthode consiste à valoriser les titres de la société par référence à des multiples observés sur des transactions comparables, en privilégiant les multiples portant sur la rentabilité (EBITDA)

### *Évaluation par l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie*

Cette méthode consiste à déterminer la valeur intrinsèque d'une entreprise par l'actualisation des flux financiers issus d'un plan prévisionnel à un taux, qui reflète l'exigence de rentabilité du marché vis à vis de l'entreprise en tenant compte d'une valeur de sortie à l'horizon de ce plan.

### *Synthèse des valorisations*

La valorisation ressortant de l'approche retenue conforte la valeur d'apport.

## 3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, sous réserve de la levée des conditions suspensives et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur d'apport retenue s'élevant à 2 592 000€ n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital social.

Fait à Lyon, le 11 avril 2021

Le commissaire aux apports

Ambiaux Audit  
Michel Ambiaux



**OAK**

**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITE AU CAPITAL DE 2 597 000 €**

**SIEGE SOCIAL : ECULLY (69130), 43 CHEMIN DE LA SAUVEGARDE**

---

**STATUTS - CONSTITUTION**

**Le soussigné :**

- **Monsieur David EICHHOLTZER**, né le 7 juin 1977 à MULHOUSE (68), marié le 1<sup>er</sup> octobre 2016 à LYON (69) avec Madame Géraldine EICHHOLTZER-BORNAND, née BORNAND-RITTER le 5 novembre 1972, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat de mariage établi le 12 septembre 2016 par Maître Yves TOUZET, notaire à LYON (69006) 139 Rue Vendôme, demeurant à ECULLY (69130), 43 Chemin de la Sauvegarde,

**A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il a décidé de constituer.**

## TITRE I :

### FORME - OBJET- DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE

#### ARTICLE 1 : INTERPRETATION - DEFINITIONS

##### 1. Interprétation

Toute référence à un article (ci-après « Article ») constitue, sauf stipulation expresse contraire, une référence à un Article des Statuts.

Les termes dont la première lettre apparaît en majuscule ont la signification dont les Statuts donnent une définition expresse :

- les définitions données par un terme employé au pluriel s'appliqueront tant à l'ensemble ainsi défini qu'à un ou plusieurs de ses éléments pris individuellement ;
- les définitions données pour un terme employé au pluriel s'appliqueront également lorsque ce terme sera employé au singulier et *vice versa*.

Les intitulés des Articles et paragraphes des Statuts ne figurent que pour plus de commodité et n'affectent en aucune manière le sens des dispositions auxquelles ils font référence.

##### 2. Définitions

Outre les termes dont les Statuts donnent une définition expresse, les termes suivants auront la signification précisée ci-après lorsque leur première lettre apparaît en majuscule :

###### « Associé » :

Le terme Associé désigne toute personne physique ou morale ou fonds commun de placement, autre que la Société, détenteur de Part(s) Sociale(s) de la Société.

###### « Capital » :

Le terme Capital désigne le capital social de la Société, prenant en compte exclusivement les Parts Sociales émises.

###### « Contrôle » :

Le Contrôle d'une société est considéré comme étant détenu par une ou plusieurs personnes (physiques, morales et/ou fonds commun de placement), dès lors que cette ou ces personne(s) détien(nen)t, directement ou indirectement, seule ou de concert, plus de 50% des titres de capital et des droits de vote dans les assemblées d'Associés ou d'actionnaires de cette société.

###### « Décision Collective » :

Le terme Décision Collective désigne une délibération de la collectivité des Associés prise dans les conditions de forme et de majorité définies par les Statuts.

« **Filiale(s)** » :

Le terme Filiale(s) désigne les sociétés dont le Contrôle est ou sera détenu, directement ou indirectement, par la Société.

« **Participation** »

Le terme Participation désigne la détention par la Société d'une fraction du capital social d'une autre société comprise entre 10% et 50%.

« **Part(s) Sociale(s)** » :

Le terme Part(s) Sociale(s) désigne les parts sociales composant le Capital de la Société.

« **Placement** »

Le terme Placement désigne la détention par la Société d'une fraction du capital social d'une autre société inférieure à 10% ou de tout autre instrument financier en vue de générer des revenus et/ou des profits tirés de leur cession.

« **Société** » :

Le terme Société désigne la présente société OAK, régie par les présents statuts.

« **Statuts** » :

Le terme Statuts désigne les présents statuts de la Société.

« **Tiers** » :

Le terme Tiers désigne toute personne physique ou morale ou fonds commun de placement n'étant ni un Associé, ni la Société.

« **Transmission** » :

Le terme Transmission désigne toute opération, à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit de Parts Sociales, notamment, mais sans que cette liste soit exhaustive, les cessions, échanges, transmissions universelles de patrimoine, fusions, scissions, apports en société, attributions, partages, réalisations de gage, donations, liquidations de communautés ou de successions, renoncations au profit de bénéficiaire(s) dénommé(s).

À moins qu'elle n'ait recueilli préalablement l'accord de tous les Associés ou, le cas échéant de la gérance statutaire, tout projet de Transmission doit être notifié par son auteur à la Société et à chacun des Associés. À peine de nullité, la notification du projet de Transmission (ci-après la « **Notification de Transmission** ») doit comporter les éléments suivants :

- l'indication des nom, prénoms et domicile ou dénomination et siège de l'auteur de la Transmission,
- l'indication du nombre et de la nature des Part(s) Sociale(s) dont la Transmission est envisagée,
- la nature de la Transmission envisagée,

- l'identité précise de chaque bénéficiaire de la Transmission :
  - ⇒ nom, prénom, régime matrimonial, domicile et profession s'il s'agit d'une personne physique,
  - ⇒ dénomination, siège social et principale(s) activité(s), s'il s'agit d'une personne morale, ainsi que la répartition de son capital (avec identité précise des associés ou actionnaires, ainsi que celle des personnes physiques directement ou indirectement associés ou actionnaires),
- la copie de l'engagement irrévocable émanant du ou des bénéficiaires de la Transmission d'acquiescer les Part(s) Sociale(s) aux conditions indiquées dans la Notification de Transmission et mentionnant leur information de l'existence des Statuts et leur engagement irrévocable d'y adhérer,
- le prix et/ou la valorisation auquel l'auteur de la Transmission projette de transmettre les Part(s) Sociale(s),
- toutes conditions de paiement,
- toutes autres conditions afférentes à l'opération de Transmission,
- la copie de tous actes et conventions (compromis, protocole, ...) signés entre l'auteur de la Transmission et le ou les bénéficiaires de la Transmission, sans que l'auteur de la Transmission puisse se prévaloir d'un quelconque engagement de confidentialité pris à l'égard du bénéficiaire de la Transmission.

La communication et/ou la réception de l'acte de notoriété dans le cadre de la succession d'un Associé vaut Notification de Transmission.

## **ARTICLE 2 : FORME**

La Société a initialement pour Associé unique, Monsieur David EICHHOLTZER, propriétaire de la totalité des Parts Sociales.

Elle peut, à toute époque, comporter plusieurs Associés, par suite, notamment, de cession ou de Transmission totale ou partielle desdites Parts Sociales ou de création de Parts Sociales nouvelles, puis redevenir Société unipersonnelle par réunion de toutes les Parts en une seule main.

## **ARTICLE 3 : DENOMINATION**

La dénomination de la Société est OAK.

Conformément à la loi, la dénomination devra, dans tous les documents émanant de la Société, être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du montant du Capital social.

Les signatures engageant la Société sont données au moyen d'une griffe portant la dénomination de la Société suivie des mots « Le gérant » ou « L'un des gérants » et de la signature personnelle du gérant agissant.

#### **ARTICLE 4 : OBJET**

La Société a pour objet :

- la prise d'intérêts ou de participations dans toutes sociétés et entreprises françaises ou étrangères, quel qu'en soit l'objet, et sous quelque forme que ce soit, notamment par la souscription ou l'acquisition de toutes valeurs mobilières, parts sociales et autres droits sociaux, et la gestion de ceux-ci,
- l'animation du groupe, à savoir la participation active à la conduite de la politique et au contrôle des filiales par la réalisation de prestations de services et de conseils en matière administrative, juridique, comptable, financière, commerciale ou immobilière,
- la gestion de son portefeuille de titres de participations,
- toutes prestations de services et de conseils,
- le placement de ses fonds disponibles et la gestion de valeurs mobilières,
- toutes opérations d'apport d'affaires et d'intermédiation,
- l'acquisition, par voie d'apport ou d'achat, la prise à bail avec ou sans promesse de vente, la location, l'administration et l'exploitation de tous immeubles bâtis ou non bâtis,
- et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La Société peut agir en tous pays, directement ou indirectement, pour son compte ou celui de tiers, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

La Société peut, en FRANCE et à l'étranger, créer, acquérir, exploiter ou faire exploiter toutes marques, tous noms de domaines, tous brevets et procédés de fabrication, tous dessins et modèles et, d'une manière générale, tous droits de propriété intellectuelle.

La Société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et affaires françaises ou étrangères, quel qu'en soit l'objet.

#### **ARTICLE 5 : SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à ECULLY (69130), 43 Chemin de la Sauvegarde.

Il peut être transféré en tout autre endroit en vertu d'une délibération des Associés prise dans les conditions prévues pour les modifications des Statuts.

#### **ARTICLE 6 : DUREE**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par la loi et les Statuts.

## **ARTICLE 7 : APPORTS**

### **1. Apports en numéraire**

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports en numéraire dans les conditions suivantes :

– Monsieur David EICHHOLTZER, la somme de :	5 000 €
	_____
Total :	5 000 €

Correspondant à la souscription de 5 000 parts de 1 € de valeur nominale chacune, libérées de la totalité de leur valeur nominale sur le compte capital ouvert auprès de la BANQUE POPULAIRE LOIRE ET LYONNAIS par l'intermédiaire de la CARPA du Barreau de LYON, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire, établi par la CARPA du Barreau de LYON, en date du 12 avril 2021, pour le compte de la Société en formation.

### **2. Apports en nature**

Lors de la constitution il a été apporté par Monsieur David EICHHOLTZER, des titres de participation au profit de la Société. En contrepartie, il lui a été attribué 2 592 000 parts sociales en rémunération de son apport.

Conformément aux dispositions de l'article L. 223-9 du Code de Commerce, ledit apport a été soumis à un commissaire aux apports, chargé d'en apprécier la valeur d'apport au profit de la Société.

Il a décidé de nommer en qualité de commissaire aux apports :

**La société AMBIAUX AUDIT**  
Monsieur Michel AMBIAUX  
11 rue des Emeraudes  
69006 LYON

Les charges, conditions et modalités de l'apport en nature desdits titres de participation sont définies aux termes d'un traité d'apport figurant en Annexe.

### **3. Récapitulation des apports**

– Apports en numéraire :	5 000 €
– Apports en nature :	2 592 000 €
	_____
Total :	2 597 000 €

## **ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL**

Le Capital est fixé à la somme de 2 597 000 €. Il est divisé en 2 597 000 Parts Sociales de 1 € de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 2 597 000, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et détenues en intégralité par Monsieur David EICHHOLTZER, Associé unique.

## **ARTICLE 9 : DROITS DU CONJOINT D'UN ASSOCIE COMMUN EN BIENS**

Un époux ne peut employer des biens communs pour faire un apport à la Société ou acquérir des Parts Sociales sans que son conjoint en ait été averti et sans qu'il en soit justifié dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

La qualité d'Associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition.

La qualité d'Associé peut être également reconnue, pour la moitié des Parts Sociales souscrites ou acquises, au conjoint qui notifie son intention d'être personnellement Associé.

Le conjoint peut notifier cette intention à la Société ou au mandataire qui lui a été désigné lors de l'apport ou de l'acquisition. Dans ce cas, l'agrément de l'apport ou de l'acquisition, s'il est requis, vaut pour les deux époux.

La demande peut également être notifiée à la Société après l'apport ou l'acquisition et tant que la dissolution de la communauté n'est pas prononcée. La notification doit alors indiquer les noms, prénoms, domicile du conjoint et toutes justifications sur son droit à revendication.

Dans ce cas, comme dans celui où l'apport ou l'acquisition n'est pas soumis à agrément, la gérance, dans les huit jours de la notification faite à la Société, demande à chacun des Associés de lui faire connaître, au moyen d'un vote par écrit, dans le délai de vingt jours à compter de la date de réception de cette demande, s'il donne ou non son consentement à la réalisation de l'attribution demandée.

L'agrément du conjoint ne peut avoir lieu que s'il réunit le consentement des Associés dans les conditions d'agrément déterminées à l'Article des Statuts intitulé « TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES », l'époux ou épouse, s'il est Associé, étant exclu du vote et ses Parts Sociales n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Dès la décision définitive, les époux sont avisés de l'acceptation ou du refus, celui-ci n'ayant pas à être motivé.

L'agrément est réputé acquis si la Société n'a pas fait connaître sa décision à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification de la demande prévue au second ou au troisième alinéa du présent Article.

En cas d'agrément, l'attribution peut être immédiatement réalisée au profit du conjoint.

L'attribution des Parts au conjoint, dans tous les cas où il ne participe pas à l'acte d'apport ou d'acquisition, doit être constatée par une déclaration de ce dernier, acceptée expressément par l'époux Associé ou accompagnée d'une copie conforme du jugement déclaratif de l'attribution. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil et, aux tiers, après accomplissement de cette formalité et publicité au registre du commerce et des sociétés.

## **ARTICLE 10 : AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL**

### **1. Augmentation du capital**

Le Capital peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par voie d'apports en nature ou en numéraire ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au

moyen de la création de Parts Sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des Parts existantes.

Les Parts Sociales nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime. Dans ce cas, la collectivité des Associés, par la décision portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les Parts Sociales non souscrites par les Associés ne peuvent être attribuées qu'à des personnes agréées aux conditions fixées par les présents Statuts.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire chacun des Associés dispose, proportionnellement au nombre de Parts Sociales qu'il possède, d'un droit de préférence à la souscription des Parts Sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Au cas où certains Associés ne souscriraient pas la totalité des Parts Sociales nouvelles auxquelles ils auraient droit, les Parts Sociales nouvelles ainsi rendues disponibles seraient attribuées aux Associés qui auraient déclaré vouloir souscrire un nombre de Parts Sociales supérieur à celui qu'ils auraient pu souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement à leurs parts dans le Capital et dans la limite de leurs demandes.

Ce droit de préférence à titre réductible et à titre irréductible est exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par la collectivité des Associés elle-même ou, à défaut, par la gérance.

La collectivité des Associés peut, par Décision Collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription, sur rapport spécial de la gérance ou du commissaire aux comptes s'il en existe un.

En tout état de cause, aucune souscription publique ne peut être ouverte.

## **2. Réduction de capital**

Le Capital peut être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des Parts Sociales au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre de parts.

Toute réduction de Capital sera décidée en vertu d'une Décision Collective extraordinaire de l'assemblée générale des Associés.

En aucun cas, la réduction de capital, quelle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte à l'égalité des Associés.

## **3. Rompus**

Lors de toute augmentation ou réduction de capital, les Associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou de droits nécessaires pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de Parts Sociales nouvelles.

#### **ARTICLE 11 : COMPTES COURANTS D'ASSOCIES**

Les Associés peuvent, indépendamment de leurs apports constituant le Capital, avoir un compte courant dans la Société.

Les conditions d'intérêts, de versement et de retrait de ces comptes sont arrêtées par décision des Associés ou, à défaut, par la gérance.

À défaut de convention écrite entre l'Associé et la Société, les sommes déposées en compte courant ne sont remboursables par la Société que moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois à compter de la demande de remboursement faite par l'Associé.

#### **ARTICLE 12 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS**

Les Parts Sociales ne sont jamais représentées par des titres négociables. Leur propriété résulte des actes et délibérations constatant leur création, leur attribution ou leur transmission régulière.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits des Parts Sociales de catégories différentes, chaque Part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une fraction proportionnelle à la quotité du Capital qu'elle représente.

Les Associés ne sont tenus, même à l'égard des tiers, que jusqu'à concurrence du montant des Parts Sociales qu'ils possèdent, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 223-24 du Code de Commerce.

Toute part est indivisible à l'égard de la Société qui n'en reconnaît toujours qu'un seul propriétaire.

Les droits et obligations attachés à chaque Part la suivent dans quelques mains qu'elle passe.

La propriété d'une Part Sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux Décisions Collectives des Associés prises en conformité de la loi et des Statuts.

En tout cas, les héritiers, créanciers, ayants cause et autres représentants d'un Associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer, en ce qui concerne les biens de la Société, aucune apposition de scellés, aucun inventaire, aucune licitation, aucun partage et ils devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions prises en conformité des Statuts.

#### **ARTICLE 13 : INDIVISION**

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi eux ou parmi les autres Associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire indivis le plus diligent.

#### **ARTICLE 14 : DEMEMBREMENT DE PROPRIETE**

Sauf convention contraire entre les titulaires des Parts Sociales démembrées dûment notifiée à la Société, le droit de vote attaché à chaque Part appartient à l'usufruitier pour toute Décision Collective, qu'elle soit de nature ordinaire ou extraordinaire. Le nu-propiétaire a le droit de

participer aux Décisions Collectives avec voix consultative et, en particulier, d'assister aux assemblées générales.

En cas de cession ou de Transmission de droits démembrés portant sur des Parts Sociales, l'agrément doit porter sur la personne des nus-proprétaires et usufruitiers.

Toutes les notifications, convocations et communications à faire aux Associés en pleine propriété sont faites ou envoyées aux nus-proprétaires et usufruitiers.

En cas de distribution de sommes prélevées sur le résultat de l'exercice ou sur le compte « Report à nouveau », les sommes distribuées reviennent à l'usufruitier.

En cas de distribution de réserves, les sommes distribuées reviennent au nu-proprétaire.

## **ARTICLE 15 : LIBÉRATION DES PARTS SOCIALES**

### **1. Montant de la libération des parts**

Les Parts émises contre numéraire doivent être libérées :

- lors de la constitution, du cinquième au moins de leur valeur nominale à la souscription, et du surplus, au fur et à mesure des besoins de la Société, dans les proportions, aux époques et aux lieux qui seront fixés par le gérant, mais compte tenu du délai imparti par la loi pour la libération intégrale des Parts Sociales de numéraire ;
- en cas d'augmentation de capital, de l'intégralité de leur valeur nominale et de la totalité de la prime, s'il y a lieu, à la souscription.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des Associés, trente (30) jours avant l'époque fixée pour chaque versement.

Les Parts Sociales émises en représentation d'un apport en nature ou à la suite d'une incorporation au Capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission ou encore dont le montant résulte pour partie d'une telle incorporation et pour partie d'une libération en numéraire, doivent être intégralement libérées lors de l'émission.

Le souscripteur et les cessionnaires successifs seront tenus solidairement au paiement du montant non libéré de la Part Sociale.

### **2. Sanctions du défaut de libérations des Parts Sociales**

À défaut de versement par les Associés à bonne date, l'intérêt de la somme due court de plein droit au taux légal majoré de deux points, à compter du jour de l'exigibilité et sans demande en justice.

Sans préjudice des déchéances encourues en vertu des dispositions légales, l'Associé qui ne s'est pas libéré dans le mois qui suit l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, peut être contraint au paiement par tous les moyens de droit commun, et même par la vente des Parts Sociales sur lesquelles des versements sont exigibles.

Cette vente est exécutée à la diligence du gérant dans les formes prescrites par la législation en vigueur.

En cas de vente par adjudication publique, les acquéreurs de ces Parts Sociales devront être, le cas échéant, agréés par le gérant dans les trente (30) jours de la vente.

**ARTICLE 16 : TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES**

**A. FORME**

Toute cession de Parts Sociales doit être constatée par acte authentique ou sous seings privés. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, dépôt dont un gérant délivre attestation. Son opposabilité aux tiers résulte, après accomplissement de cette formalité, du dépôt de deux originaux de l'acte au greffe du Tribunal de Commerce.

**B. DOMAINE DE L'AGREMENT**

Les cessions ou Transmissions, à titre onéreux ou gratuit, entre vifs de Parts Sociales ou de droits démembrés portant sur des Parts Sociales s'effectuent librement lorsqu'elles interviennent au profit du conjoint, d'ascendants ou de descendants du cédant ou de l'auteur de la Transmission.

Toutes autres cessions ou Transmissions de Parts Sociales ou de droits démembrés portant sur des Parts Sociales, réalisées entre vifs à titre onéreux ou gratuit, ne pourront avoir lieu que dans les conditions suivantes.

**C. PROCEDURE D'AGREMENT**

**1. Notification du projet de cession ou de transmission**

Le projet de cession ou de Transmission est notifié par le cédant ou l'auteur de la transmission à la Société et à chacun des Associés.

**2. Consultation des Associés**

Dans un délai de huit (8) jours à compter de la Notification de Transmission faite par le cédant à la Société, la gérance doit demander aux Associés, par voie d'assemblée générale ou de consultation écrite, dans le délai de vingt (20) jours à compter de la date de réception de cette demande, de lui faire connaître s'ils donnent ou non leur consentement à la réalisation de la cession ou Transmission projetée.

**3. Autorisation de cession ou transmission**

**a) Autorisation expresse**

L'agrément du ou des cessionnaires ou bénéficiaires de la transmission doit réunir le consentement de la majorité en nombre des Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) des Parts Sociales, le cédant ou l'auteur de la transmission étant compté pour cette double majorité.

Le cédant ou l'auteur de la transmission est avisé, dès la décision définitive, de l'acceptation ou du refus du cessionnaire proposé, le refus n'ayant pas à être motivé.

Si le cessionnaire est agréé, la cession peut être immédiatement réalisée à son nom.

#### **b) Autorisation tacite**

L'agrément est réputé acquis si, à l'expiration d'un délai de trois (3) mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession ou de transmission aux Associés, la Société n'a pas fait connaître sa décision.

#### **4. Refus d'autorisation**

##### **a) Droit de repentir**

En cas de refus d'agrément, le cédant ou l'auteur de la transmission aura la faculté de retirer son projet de cession ou transmission, à charge de notifier à la Société son intention à cet égard dans le délai maximum de huit (8) jours à compter de la réception par lui de la notification du refus d'agrément.

##### **b) Achat des Parts Sociales**

À défaut de retrait dans ce délai du projet de cession ou transmission et si le cédant ou l'auteur de la transmission détient ses Parts depuis au moins deux (2) ans, sauf le cas où il les aurait recueillies par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant, la gérance prend immédiatement les dispositions nécessaires :

- pour faire acquérir, par des Associés ou par un ou plusieurs tiers dûment agréés, les Parts Sociales à un prix fixé, à défaut d'accord entre les parties, par un expert, dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code Civil, étant précisé que les Associés ont toutefois, pour l'acquisition des Parts Sociales cédées, un droit de préférence qui s'exerce, pour chacun d'eux, proportionnellement au nombre de Parts Sociales dont il est propriétaire comparé au nombre total de Parts Sociales possédées par tous les Associés exerçant ce droit sauf, le cas échéant, réduction du nombre ainsi obtenu à celui qui aura été demandé par l'intéressé, le surplus profitant alors aux autres demandeurs d'après les mêmes principes ;
- ou pour faire décider, avec le consentement de l'Associé cédant, le rachat des Parts par la Société à un prix déterminé comme indiqué à l'alinéa précédent et la réduction corrélative du Capital.

Sauf accord du cédant ou de l'auteur de la transmission, l'achat doit porter sur la totalité des Parts Sociales dont la cession ou transmission était projetée.

Si, dans les trois (3) mois du refus d'agrément, sauf prolongation de ce délai dans les conditions légales, l'accord n'a pu être réalisé pour l'acquisition des Parts, la cession ou transmission initialement prévue peut être réalisée.

#### **D. DISPENSE DU RESPECT DE LA PROCEDURE D'AGREMENT**

La décision d'agrément peut résulter du consentement de tous les Associés exprimés dans un acte, soit directement, soit par voie de représentation par l'intermédiaire d'un mandataire.

En ce cas, les notifications édictées par la procédure d'agrément définie ci-dessus n'ont pas lieu d'être effectuées.

#### **ARTICLE 17 : TRANSMISSION PAR DECES DE PARTS SOCIALES**

La Société n'est pas dissoute par l'interdiction, l'incapacité, le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire, la faillite personnelle ou la banqueroute d'un Associé ou d'une société Associée.

La Société n'est pas non plus dissoute par le décès ou l'absence d'un Associé, mais elle continue avec les héritiers ou ayants droit du défunt ou de l'absent, sous réserve de ce qui est stipulé ci-après.

Les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leurs qualités dans les trois (3) mois du décès ou de l'absence, avec indication de leurs noms, prénoms, domicile et professions.

La gérance doit, dans les huit (8) jours de la notification des qualités héréditaires, demander aux autres Associés, par voie d'assemblée générale ou de consultation écrite, dans le délai de vingt (20) jours à compter de la date de réception de cette demande, de statuer sur leur agrément comme Associés.

La collectivité des Associés doit statuer sur l'agrément individuel de chaque héritier ou ayant droit.

L'agrément de l'héritier ou ayant droit ne peut avoir lieu que s'il réunit le consentement des Associés survivants dans les conditions d'agrément déterminées à l'article des présents statuts intitulé « TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES ».

À défaut de décision sur l'agrément dans les trois (3) mois de la notification des qualités héréditaires, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément d'un ou plusieurs héritiers ou ayants droit, la gérance prend immédiatement les dispositions nécessaires pour inviter les Associés à acquérir ou faire acquérir ou encore, avec le consentement desdits héritiers ou ayants droits non agréés, faire racheter par la Société les Parts appelées à leur être dévolues, dans les conditions et au prix déterminés à l'Article des Statuts intitulé « TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES ».

Si, dans les trois (3) mois du refus d'agrément ou de la notification des qualités héréditaires, selon les cas (sauf prolongation de ce délai dans les conditions légales), l'accord n'a pas été réalisé pour l'acquisition des Parts Sociales, les héritiers ou ayants droit conservent les parts à eux dévolues.

#### **ARTICLE 18 : FUSION, SCISSION, DISSOLUTION D'UNE PERSONNE MORALE ASSOCIEE**

En cas de transmission de Parts Sociales résultant soit de leur répartition par une personne morale Associée au cours de son existence ou de sa liquidation, soit de leur apport, notamment par l'effet d'une fusion, d'une scission ou d'une transmission universelle de patrimoine, les attributaires des Parts Sociales réparties par la personne morale Associée, comme la personne morale bénéficiaire de l'apport doivent être agréés dans les conditions prévues à l'article des présents statuts intitulé « TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES ».

#### **ARTICLE 19 : GERANCE**

La Société est administrée par une ou plusieurs personnes physiques, Associées ou non, nommées avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, par Décisions Collectives des Associés.

## **ARTICLE 20 : POUVOIRS DE LA GERANCE**

Le gérant ou chacun des gérants représente la Société activement ou passivement et exerce tous ses droits.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Associés. La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue ; cette opposition est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Tout gérant peut, sous sa responsabilité, constituer des mandataires, même étrangers à la Société, pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées et autoriser ces mandataires à substituer.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots « Pour la société - le Gérant », suivis de la signature du gérant.

Toutefois, à titre de règlement d'ordre interne et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, l'assemblée générale extraordinaire peut décider de limiter les pouvoirs de l'un des gérants.

La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des Statuts relatif au Capital à l'issue de toute cession ou transmission de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des Associés.

La gérance peut également, dans les conditions légales et réglementaires, mettre les Statuts en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements.

Le ou les gérants sont tenus de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

## **ARTICLE 21 : RESPONSABILITE DE LA GERANCE**

Tout gérant est responsable, individuellement ou solidairement, selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés à responsabilité limitée, des violations des Statuts et des fautes commises par lui dans sa gestion.

## **ARTICLE 22 : CESSATION DES FONCTIONS DE LA GERANCE**

Tout gérant est révocable par Décision Collective des Associés représentant plus de la moitié des Parts Sociales.

En outre, tout gérant est révocable par décision des tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout Associé.

Même si la révocation est décidée sans juste motif, elle ne peut donner lieu à dommages-intérêts.

La démission d'un gérant doit être notifiée par écrit aux autres gérants et à tous les Associés, au moins trois (3) mois à l'avance, sauf décision contraire des Associés.

S'il y a plusieurs gérants, en cas de cessation des fonctions de l'un d'eux, la gérance peut être assurée par le ou les gérants restants.

En cas de cessation des fonctions d'un gérant unique, toutes procurations antérieurement consenties par la gérance sont provisoirement maintenues.

#### **ARTICLE 23 : REMUNERATION DE LA GERANCE**

La gérance peut recevoir, en rémunération de ses fonctions, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, déterminé par Décision Collective des Associés et porté aux frais généraux.

La décision relative à la détermination de la rémunération de la gérance n'a pas la nature d'une convention réglementée au sens défini à l'Article suivant. En conséquence, le gérant concerné prend part au vote sur ladite Décision Collective.

La gérance a droit, en outre, au remboursement, sur présentation de justificatifs, de ses frais de représentation et de déplacement.

#### **ARTICLE 24 : CONVENTIONS REGLEMENTEES ET CONVENTIONS INTERDITES**

##### **1. Conventions réglementées**

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou Associés ainsi que les conventions passées par la Société avec une société dont un Associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou Associé de la Société, sont communiquées aux commissaires aux comptes, s'il en existe, dans le mois de leur conclusion ou, s'il s'agit de leur continuation, dans le mois de la clôture de l'exercice.

Ces conventions font l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou, s'il en existe, des commissaires aux comptes ; l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice se prononce sur les conventions faisant l'objet du rapport spécial. Le gérant ou l'Associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La procédure édictée ci-dessus s'applique lorsque la personne intéressée est titulaire de droits démembres portant sur des Parts Sociales (usufruitier ou nu-propriétaire).

En outre, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions visées ci-dessus et conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul Associé et que la convention est conclue avec celui-ci, il en est seulement fait mention dans le registre des délibérations, l'Associé unique, seul à pouvoir statuer étant exclu du vote.

Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

## **2. Conventions interdites**

En aucun cas, les gérants ou Associés autres que les personnes morales ne peuvent contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ou faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également aux ascendants et descendants des gérants ou Associés et à toute personne interposée ainsi qu'aux représentants légaux des personnes morales associées.

### **ARTICLE 25 : COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Lorsque la Société remplit les conditions légales, l'assemblée des Associés désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes, nommés pour six (6) ou trois (3) exercices.

Elle désigne également le cas échéant, en application des dispositions légales et réglementaires obligatoires en vigueur, pour la même durée, un ou plusieurs commissaires suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci.

Même si la Société ne remplit pas les conditions légales, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée par un ou plusieurs Associés représentant au moins le dixième du capital.

Le ou les commissaires aux comptes sont avisés des assemblées ou consultations des Associés en même temps que ceux-ci.

### **ARTICLE 26 : DECISIONS COLLECTIVES**

Les Associés sont consultés et délibèrent dans les formes et conditions suivantes.

#### **1. Droit de participer aux décisions collectives**

Tous les Associés ont droit de participer aux Décisions Collectives et chacun d'eux a autant de voix qu'il possède de Parts Sociales sans limitation.

Les Décisions Collectives prises dans les formes prévues ci-après sont obligatoires pour tous les Associés, même pour les dissidents et les incapables.

#### **2. Décisions collectives**

Les Décisions suivantes doivent être prises collectivement par les Associés :

##### **a) Décisions de caractère ordinaire**

- nomination, rémunération et révocation de la gérance,
- approbation des comptes annuels dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice social (sauf prolongation de ce délai par ordonnance du Président du tribunal de commerce),
- affectation du résultat conformément aux dispositions légales et statutaires,
- approbation des conventions dites « réglementées »,

- le cas échéant, conditions d'intérêts, de versement et de retrait des comptes courants d'Associés,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation du Capital par incorporation de réserves ou de bénéfices,
- clôture de la liquidation de la Société,
- décisions sur toutes questions qui ne sont pas de la compétence d'une décision de caractère extraordinaire.

**b) Décisions de caractère extraordinaire**

- modification des Statuts,
- augmentation du Capital par voie d'apport(s) en nature ou en numéraire,
- suppression du droit préférentiel de souscription,
- réduction du Capital,
- transfert du siège social,
- limitation des pouvoirs de la gérance,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- prorogation ou dissolution de la Société,
- transformation de la Société en société d'une autre forme qui n'entraîne pas une augmentation des engagements des Associés,
- soumission de la Société à toute disposition législative nouvelle non applicable de plein droit.

**c) Décisions nécessitant l'unanimité des Associés**

Les Décisions suivantes nécessitent l'accord unanime de tous les Associés :

- modifications des dispositions statutaires relatives à la composition du Capital,
- changement de nationalité de la Société,
- transformation de la Société en société d'une autre forme qui entraîne une augmentation des engagements des Associés.

**3. Quorum**

**a) Décisions collectives ordinaires**

Aucun quorum n'est exigé pour que l'assemblée générale ordinaire délibère valablement.

#### **b) Décisions collectives extraordinaires**

L'assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement si les Associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart (1/4) des Parts Sociales et, sur deuxième convocation, le cinquième (1/5<sup>ème</sup>) de celles-ci. À défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

#### **4. Majorité**

Sauf stipulation légale(s) ou statutaire(s) contraire(s), les Décisions Collectives sont prises aux conditions de majorité suivantes :

##### **a) Décisions collectives ordinaires**

Les Décisions Collectives à prendre sur toutes les questions autres que celles modificatives des Statuts sont adoptées par un ou plusieurs Associés représentant plus de la moitié des Parts Sociales ; si, sur une première délibération ou consultation, cette majorité n'est pas atteinte, il en est fait une seconde ayant le même objet et les Décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, sous réserve de la révocation du ou des gérants qui ne peut être adoptée que par Décision des Associés représentant plus de la moitié des Parts Sociales.

Lorsque les Associés sont appelés à statuer sur une convention dite « réglementée », le calcul de la majorité est effectué par rapport à un nombre de parts déterminé après déduction des Parts Sociales possédées par les Associés intéressés à ladite convention, ceux-ci ne pouvant pas participer au vote.

##### **b) Décisions collectives extraordinaires**

Les Décisions Collectives extraordinaires sont décidées à la majorité des deux tiers (2/3) des Parts Sociales composant le Capital.

#### **5. Forme des décisions collectives**

Les Décisions Collectives des Associés doivent être prises en assemblée générale.

Toutefois, les Décisions Collectives ordinaires peuvent être également prises par voie de consultation écrite des Associés ou résulter du consentement unanime des Associés exprimés dans un acte, à l'exception de l'approbation des comptes annuels qui doit obligatoirement faire l'objet, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, d'une assemblée des Associés.

Le gérant ou chacun des gérants peut, à toute époque, soumettre à la Décision Collective des Associés, toutes propositions concernant la Société. La gérance est tenue de le faire dans les divers cas prévus par la loi et les Statuts.

Le commissaire aux comptes, s'il en existe, doit être convoqué à l'assemblée ou informé de la consultation ou de la Décision.

Les procès-verbaux des assemblées et des consultations écrites sont, conformément à la loi, établis et signés par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de séance. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par un gérant.

## **ARTICLE 27 : ASSEMBLEES GENERALES**

### **1. Droit de convocation**

La convocation est faite par le gérant ou, à défaut, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Tout Associé peut demander au président du tribunal de commerce la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée.

### **2. Lieu de réunion**

Les assemblées sont tenues dans la ville du siège social ou dans toute autre ville ou localité en France ou à l'étranger, suivant la décision prise à ce sujet par l'auteur de la convocation et au lieu indiqué dans celle-ci.

### **3. Mode et délai de convocation - Droit de communication**

Les Associés et le ou les commissaires aux comptes, s'il en a été nommé, sont convoqués, quinze (15) jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée indiquant l'ordre du jour. La convocation peut être verbale à la condition que tous les Associés soient présents ou représentés à l'assemblée.

Lors de la convocation de l'assemblée annuelle d'approbation des comptes et dans le même délai, sont adressés aux Associés les comptes annuels, le rapport de gestion, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport général du ou des commissaires aux comptes et le rapport spécial établi en application de l'article L.223-19 du Code de commerce.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle prévue à l'alinéa précédent et dans le même délai, sont adressés aux Associés le texte des résolutions proposées, le rapport du gérant ainsi que, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes. Les mêmes documents sont tenus à la disposition des Associés au siège social pendant le délai de quinze (15) jours qui précède l'assemblée.

### **4. Ordre du jour – Texte de résolutions**

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, à compter de la communication des documents soumis à l'assemblée annuelle, tout Associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

La collectivité des Associés peut, en assemblée, modifier le texte des résolutions proposées et même adopter des résolutions supplémentaires n'ayant pas fait l'objet d'une communication préalable aux Associés, sous réserve que ces résolutions concernent des questions entrant dans l'ordre du jour de la réunion.

Un ou plusieurs Associés représentant au moins 15 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution. La demande, accompagnée du texte des projets de résolution et d'un bref exposé des motifs, est adressée au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, cinq (5) jours au moins avant la date de l'assemblée. Ces projets de résolution sont inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée.

## **5. Représentation**

Sauf si les Associés sont au nombre de deux (2), un Associé peut se faire représenter par un autre Associé.

Les personnes morales sont valablement représentées aux assemblées par leur représentant légal ou par toute autre personne agissant sur délégation de pouvoir de celui-ci.

Un Associé peut se faire représenter par un tiers étranger à la Société.

## **6. Présidence - Secrétaire**

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est Associé, elle est présidée par l'Associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de Parts Sociales. Si deux (2) Associés qui possèdent ou représentent le même nombre de Parts Sociales sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

L'assemblée peut désigner un secrétaire pris ou non parmi les Associés ou les gérants.

### **ARTICLE 28 : CONSULTATIONS ECRITES**

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des Associés, sont adressés à chacun de ceux-ci et aux commissaires aux comptes, s'il en existe, par lettre recommandée.

Les Associés disposent d'un délai maximal de vingt (20) jours à compter de la date de réception pour émettre leur vote par écrit. Jusqu'à l'expiration du délai fixé pour l'envoi de leur vote au gérant, les Associés peuvent se rétracter et revenir sur les décisions qu'ils ont prises.

### **ARTICLE 29 : EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de l'année suivante.

La gérance établit, après la clôture de chaque exercice, l'inventaire des éléments de l'actif et du passif existant à cette date, les comptes annuels et le rapport de gestion.

Ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes, s'il en existe, quarante-cinq (45) jours au moins avant la réunion de l'assemblée annuelle.

Sauf changement exceptionnel dans la situation de la Société, les comptes annuels sont établis, pour chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que pour les exercices précédents. Toute modification intéressant leur présentation comme les méthodes d'évaluation retenues doit être décrite et justifiée dans l'annexe et, de surcroît, signalée dans le rapport de gestion et, le cas échéant, dans le rapport du ou des commissaires aux comptes.

### **ARTICLE 30 : BENEFICES - AFFECTATION - RESERVES**

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable qui est à la disposition de l'assemblée annuelle pour être, sur la proposition de la gérance, en totalité ou en partie, réparti aux Associés, à titre de dividende, proportionnellement au nombre de leurs parts, ou affecté à tous comptes de réserves ou reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée a la disposition peuvent être employées, sur sa Décision, pour payer un dividende aux Parts. En ce cas, la décision indique expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Or le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux Associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital, augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

#### **ARTICLE 31 : PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTE**

Le paiement des dividendes est fait, aux lieux et date fixés par l'assemblée ou à défaut, par la gérance et, au plus tard, dans les neuf (9) mois de la date de clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

La gérance peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice et dans les conditions légales, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes.

#### **ARTICLE 32 : TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La transformation de la Société en société civile, en société nom collectif, en société par actions simplifiée, en société en commandite simple ou par actions exige l'accord unanime des Associés.

La transformation en société anonyme peut être décidée à la majorité requise pour la modification des Statuts.

Toutefois, la transformation en société anonyme peut être décidée par les Associés représentant la majorité des Parts Sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le seuil figurant à l'article L. 223-43 du Code de Commerce.

Toute décision de transformation est prise sur le rapport d'un commissaire aux comptes inscrit sur la situation de la Société et, en cas de transformation en société par actions, si la Société n'a pas de commissaire aux comptes, sur le rapport d'un ou plusieurs commissaires à la transformation chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers.

Le ou les commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société ; dans ce cas, un seul rapport est établi. Le ou les commissaires à la transformation sont désignés par décision de justice, à la demande des dirigeants sociaux ou de l'un d'eux. Toutefois, une Décision unanime des Associés peut désigner comme commissaire à la transformation le commissaire aux comptes de la Société.

Si la Société vient à comprendre plus de cent (100) Associés, elle doit, dans le délai de deux (2) ans, être transformée en société anonyme. À défaut, elle est dissoute, à moins que, pendant ledit délai, le nombre des Associés ne soit devenu égal ou inférieur à cent (100).

La transformation régulière de la Société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle. Il en est de même de sa prorogation.

#### **ARTICLE 33 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL**

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du Capital, la gérance est tenue, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les Associés sur la question de savoir s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, dans les délais légaux, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du Capital.

La décision des Associés est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

À défaut de consultation des Associés, comme dans le cas où aucune Décision Collective n'a pu valablement être prise ou encore dans le cas où les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées, tout intéressé peut demander la dissolution de la Société devant le tribunal de commerce.

#### **ARTICLE 34 : DISSOLUTION**

Outre le cas où les capitaux propres de la Société sont inférieurs à la moitié du Capital, les Associés, statuant à la majorité requise pour la modification des Statuts, peuvent, à tout moment, prononcer la dissolution de la Société.

La dissolution peut également intervenir dans les cas prévus par la loi.

#### **ARTICLE 35 : LIQUIDATION**

A la dissolution de la Société, à quelque époque et pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La dénomination de la Société doit alors être obligatoirement suivie de la mention "société en liquidation" apposée sur tous les documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les Associés, statuant aux conditions de majorité fixées pour les Décisions Collectives non modificatives des Statuts, nomment un ou plusieurs liquidateurs, avec ou sans limitation de la durée de leurs fonctions et déterminent leur rémunération.

Les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les éléments de l'actif, apurer le passif, répartir le solde disponible conformément à l'avant-dernier alinéa du présent Article et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire à la liquidation complète de la Société, en ce compris le maintien provisoire de l'exploitation.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux fonctions des gérants et, s'il y a lieu, sauf Décision contraire des Associés prise dans les conditions précitées, à celles de tout commissaire aux comptes.

Les Associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Pendant la liquidation, tous extraits ou copies des Décisions des Associés sont valablement certifiés par l'un des liquidateurs.

Les capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des Parts Sociales sont répartis entre les Associés proportionnellement à leurs droits dans le Capital.

#### **ARTICLE 36 : NOTIFICATIONS**

Pour l'exécution des dispositions des Statuts :

- toutes les notifications sont faites par lettre recommandée avec d'avis de réception ou acte extrajudiciaire au domicile ou au siège social du destinataire,
- les notifications peuvent également résulter d'une remise en mains propres et signature conjointe des Associés concernés,
- les délais courent à compter de la date de la notification.

#### **ARTICLE 37 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

##### **1. Premier exercice social**

Le premier exercice social prendra fin le 31 décembre 2022.

##### **2. Nomination de la gérance**

La gérance de la Société sera assurée pour une durée indéterminée par :

- **Monsieur David EICHHOLTZER**, demeurant à ECULLY (69130), 43 Chemin de la Sauvegarde, qui déclare accepter les fonctions de gérant qui viennent de lui être confiées et affirme n'exercer aucune autre fonction, ni être l'objet d'aucune incapacité ou interdiction susceptibles de l'empêcher d'exercer ce mandat,

La rémunération de la gérance sera, le cas échéant, fixée par une Décision Collective ultérieure des Associés. La gérance aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation de justificatifs.

##### **3. Pouvoirs de la gérance**

Dans les rapports avec les tiers, la gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

#### **4. Personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce**

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La gérance est spécialement déléguée, avec faculté de substituer, pour :

- signer l'avis de constitution,
- après immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés, effectuer le retrait des fonds affectés à la libération des Parts Sociales.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes et de toutes autres pièces qu'il y aura lieu, pour remplir toutes formalités de publicité légale et autres qu'il appartiendra.

#### **5. Frais, droits et honoraires**

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la Société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. À compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la Société.

#### **6. Mandat pour prendre des engagements pour le compte de la Société**

Mandat est donné à la gérance, avec faculté de substituer, pour accomplir tout actes et formalités nécessaires pour que la Société en formation engage l'activité sociale avant et après son immatriculation et, à cet effet :

- ouvrir, sous la dénomination OAK, un compte indivis entre tous les Associés de cette société, destiné à enregistrer les opérations de cette dernière jusqu'à ce qu'intervienne son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, faire fonctionner ledit compte sur sa signature,
- faire réaliser tous travaux sur les biens de la Société, signer tous contrats et marchés,
- passer toutes commandes auprès de fournisseurs et prestataires,
- solliciter toutes autorisations auprès de toutes autorités compétentes qui seraient exigées pour toutes opérations ou exploitation rentrant dans le cadre de l'objet social, prendre tous engagements,
- fournir toutes autorisations auprès de toutes autorités compétentes qui seraient exigées pour toutes opérations ou exploitations rentrant dans le cadre de l'objet social, prendre tous engagements,
- signer la correspondance,
- retirer de la poste et de toutes entreprises de transports tous envois chargés, recommandés et autres adressés à la Société, se faire remettre tous dépôts, émettre et encaisser tous chèques postaux et télégraphiques, signer tous récépissés, quittances, décharges et émargements, faire ouvrir et fonctionner tous comptes chèques postaux,

- exiger et recevoir toutes les sommes dues à la Société en formation, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, en capital, intérêts, frais et accessoires, donner toutes quittances, consentir toutes subrogations avec ou sans garanties,
- payer toutes les sommes que la Société en formation pourra devoir, faire tous protêts, dénonciations, comptes de retour, signer tous bordereaux d'encaissement et d'escomptes, en retirer le montant,
- aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, procès-verbaux, élire domicile et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'accomplissement de ce mandat.

Ces actes et engagements seront repris de plein droit par la Société par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En outre, dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des Associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la Société desdits actes et engagements.

#### **7. Reprise des actes antérieurement accomplis pour le compte de la Société**

Un état des actes accomplis pour le compte de la société avant la signature des présentes avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résulte pour la société, sera soumis ultérieurement à la collectivité des associés.

L'approbation de ces actes par une Décision Collective des associés emportera reprise par la société des engagements en résultant.

#### **8. Option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés**

L'Associé unique décide l'option de la Société pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés.

#### **9. Enregistrement**

L'enregistrement des Statuts est requis.

#### **10. Acte électronique**

Le présent acte est un acte d'avocat numérique signé via une plate-forme informatique sécurisée dédiée dénommée e-Acte, mise en place par le Conseil national des barreaux. Cette procédure est prévue par les articles 1366, 1367 et 1174 du Code Civil.

En conséquence, l'acte dûment signé fera l'objet d'une conservation numérique, par le Cabinet d'avocats rédacteur et par le système professionnel collectif de conservation numérique mis en place par le Conseil National des Barreaux, dont l'avocat rédacteur est chargé de faire le dépôt. Des copies du présent acte pourront être délivrées à chaque partie par l'avocat rédacteur, de même des copies pourront aussi être délivrées aux ayants-droit ou ayants-cause de chaque partie sur justification de leur qualité. Des copies du présent acte pourront être délivrées par les institutions professionnelles chargées de la conservation collective uniquement dans les cas et selon les conditions fixées par ces institutions.

Un exemplaire de l'acte d'avocat électronique est gardé à disposition des utilisateurs sur la plateforme en ligne pendant six (6) mois, délai au-delà duquel l'espace personnel y afférent sera désactivé. Un système d'archivage électronique a été mis en place par le CNB et permet d'assurer une conservation sécurisée de l'acte d'avocat électronique et des données y afférentes en conformité avec la norme Afnor NF Z42-013 pour une durée minimale de cinq (5) ans.

#### **11. Protection des données personnelles**

Les données personnelles collectées dans le cadre de la présente constitution, sont nécessaires pour permettre l'immatriculation de la Société et le suivi de l'investissement réalisé par les Associés dans la Société et, en particulier, pour le traitement de l'information réalisé sous la responsabilité des Signataires. Elle peut aussi être communiquée à leurs associés, représentants légaux, ou à tout tiers prestataire de services intervenant pour le compte des Associés ou représentants légaux de la Société dans le cadre des missions qui lui sont confiées. En accord avec la loi applicable, en particulier le règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et les dispositions françaises relatives à la protection des données et aux libertés fondamentales, les personnes concernées par les données collectées dans le cadre de la réalisation de l'investissement dans la Société et de son suivi, ont un droit d'accès, de rectification voire de suppression de telles données sur justification légitime. Ces droits peuvent être exercés en adressant un courriel à l'adresse suivante : [david@wam-referencement.fr](mailto:david@wam-referencement.fr) , copie : [contact@albers-albert.com](mailto:contact@albers-albert.com).

#### **Signature :**

Fait en un (1) exemplaire original électronique.

Date et signature en dernière page.



### Acte d'Avocat électronique

Identifiant unique de l'Acte : 20210412181737-HX9BDT4EsIbHL3hM4

**Type d'acte** : Droit des sociétés

**Nombre de page(s) signée(s) au total** : 27 dont 1 page(s) de signature

Scellé par le Conseil National des Barreaux  
Le 12/04/2021 à 19:34 CEST

Signé par David EICHHOLTZER  
Le 13/04/2021 à 18:31 CEST

serialNumber 39B4

serialNumber 76F82F

Contre-signé par Me Suzanne DECOBECQ  
Le 13/04/2021 à 18:34 CEST

serialNumber 431FAB542C208101C8ED24AF22FBF74F

Document original électronique sécurisé et signé sur le service eActe du Conseil National des Barreaux  
sous le contrôle d'avocats inscrits à un Barreau Français